Dans notre courrrier

D'un camarade d'Extrême-Orient

Les progrès de la démocratie coloniale française

Il est intéressant de comparer la représentation parlementaire sous la IVe et la Ve République, des différents groupes humains composant l'empire colonial français. Cela nous donne la cote officielle de chaque catégorie d'homme considérée :

1. LES FRANÇAIS de la Métropole (Corse comprise) sont environ 42.000.000. Ils avaient, sous la IVe République 544 députés, c'est-à-dire 1 député pour 77.000 citoyens. Actuellement ils n'en ont plus que 465, c'est-à-dire 1 député pour 94.000. La cote est en baisse.

2. LES EUROPÉENS (ET JUIFS) D'ALGÉRIE : leur nombre est d'environ 1.000.000. Ils conservent sous la Ve République comme sous la IVe leur collège électoral séparé.

De 15 députés ils sont passés actuellement à 21 soit d'un député pour 66.000 citoyens à 1 député pour 42.000. Cote nettement en hausse.

3. LES ALGÉRIENS proprement dits : Environ 10.000.000 d'habitants (Sahara compris). de 15 députés ils passent à 49 députés donc d'un député pour 600.000 à 1 député pour 200.000. Cote encore plus en hausse, que leur vaut, sans doute, leur ardeur à vouloir se détacher dé la « métropole ». Reste à savoir si les futures élections auront autant de valeur pour eux que les anciennes, entièrement préfabriquées par l'administration.

4. LES NOIRS d'Afrique occidentale, équatoriale et de Madagascar. Population estimée, faute de recensement précis à

plus de 30.000.000. Conservent intégralement le droit au même nombre de députés (exception faite de la Guinée qui est. sortie du système) soit 34 députés au lieu de 37 donc toujours 1 député pour 1.000.000 de citoyens.

La. servilité éhontée des dirigeants politiques africains rapporte peu dans ce domaine.

Même proportion prévue pour les États autonomes (Togo et Cameroun) voués à l'indépendance parce que sous contrôle de l'O.N.U. : Toujours 5 députés pour 5.000.000 d'habitants environ.

5. Quant à la ribambelle des petites colonies éparses aux quatre coins des Océans (Polynésie, Nouvelle Calédonie, Somalie, Comores, Réunion, Guyane, Antilles et naturellement St Pierre et Miquelon) elles conservent la même représentation. Quelque soit leur exiguïté elles ne peuvent avoir moins d'un député chacune, au total 15 députés pour un peu moins de 1.500.000 citoyens. Soit une proportion analogue aujourd'hui à celle des Français d'Europe.

Nous avions sous la IVe République l'équivalence suivante :

– 66.000 colons = 77.000 Français = 600.000 Arabes = 1.000.000 de Noirs.

Maintenant la relation devient :

– 44.000 Colons = 94.000 Français = 200.000 Arabes = 1.000.000 de Noirs.

Ou si l'on veut :

IVe République, Union française soit :

1 colon = 1 Français = 9 Algériens = 15 Noirs.

Ve Républiqgue, Communauté française soit :

1 colon = = 2 Français = 4 Algériens = 20 Noirs.

Ainsi progresse la démocratie, dans ce sens que le sort du français métropolitain se rapproche de celui de l'Arabe, tandis qu'émerge le surhomme du régime, devenu seul citoyen à part entière de la « communauté » : le colon d'Algérie.

Nous avons reçu d'Angleterre une lettre du camarade Ken Hawkes. Celui-ci écrit au nom de la S.W.F. (Socialist Worker Federation) dont l'organe est « Direct Action ». Voici un extrait de sa lettre :

[...] Une critique seulement, au sujet de l'article « Majorité et Minorité ». Nous avons discuté cette question très largement il y a des années, au moment où la scission se produisit dans le mouvement anarchiste britannique (1944). Notre expérience amère est que le principe de « l'unanimité » conduit fatalement à une dictature de la faction minoritaire. Évidemment votre expérience au sein de la F.C.L. est tout à fait différente, mais j'espère que vous ne réagirez pas vers un anarchiste négatif. [...]

Suite à notre « Revue des revues marxistes » du nº 10 de Noir et Rouge, Jean Maitron nous a envoyé une très intéressante lettre dont nous publions la partie suivante, qui est une mise au point :

[...] « L'Actualité de l'histoire est la revue d'un Institut créé en 1948 pour tenter de sauver les archives sociales et tout particulièrement les archives ouvrières françaises qui jusqu'alors avaient été trop souvent vendues — ou données — à l'étranger ou dispersées et même détruites après la mort de ceux à qui elles appartenaient Vous savez comme moi — et je ne

veux parler ici que des archives – que la bibliothèque de Grave a été acquise par des Chinois en 1939 –40. Où est-elle aujourd'hui ? Mais où sont aussi les archives de Pouget, de P. Martin, de Malato et de tous ceux qui furent « grands » parmi les anarchistes des cinquante ou soixante-dix dernières années ? Du moins croyons-nous sauvé, grâce à sa compagne, la bibliothèque et les papiers de Paul Delesalle et, ces dernières années, les 2.000 lettres qui constituaient l'essentiel des archives de Jean Grave (une thèse est en cours d'édition aux U.S.A. dont l'auteur a utilisé ces lettres dans la mesure où elles émanaient de peintres ; nous-mêmes allons publier très prochainement l'inventaire de ces lettres ainsi qu'une ou deux études).

Voilà ce qu'est l'Institut, voilà ce qu'est sa revue « L'Actualité de l'Histoire ». Certes ceux qui écrivent dans la revue sont aussi des citoyens et la façon dont ils interprètent les documents peut refléter une mentalité bourgeoise, stalinienne, social-démocrate... ou anarchiste, mais cette variété même apporte, selon moi, la preuve qu'il ne s'agit pas d'un Institut ou d'une revue orientés. Et je puis assurer qu'aussi longtemps que j'en serai le Directeur il en sera ainsi : l'Institut et sa revue seront au service de l'histoire sociale, au service des archives ouvrières et non au service d'une idéologie ou d'un parti quels qu'ils soient.